



**HAL**  
open science

# L'AMÉRIQUE LATINE VEUT COMPTER DANS LA STRATÉGIE MONDIALE

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. L'AMÉRIQUE LATINE VEUT COMPTER DANS LA STRATÉGIE MONDIALE. *Agir, revue générale de stratégie*, 2007, 29, pp.112-124. halshs-01077431

**HAL Id: halshs-01077431**

**<https://shs.hal.science/halshs-01077431>**

Submitted on 30 Oct 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Gérard-François Dumont\***

***L'AMERIQUE LATINE VEUT COMPTER  
DANS LA STRATEGIE MONDIALE***

Au moment où nous rédigeons ce texte, vient de se dérouler la première confrontation télévisée du second tour de l'élection présidentielle au Brésil entre le président sortant Inacio Lula da Silva et Geraldo Alckmin. Ce dernier a reproché au premier un échec dans sa revendication d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour le Brésil<sup>1</sup>. Un tel argument met en évidence que ce Sud, dont fait partie le Brésil, veut compter dans les prises de décision de ce qu'il est convenu d'appeler la communauté internationale. Mais une telle attitude peut-elle se justifier pour l'Amérique latine, et son principal pays, le Brésil, dans le contexte démographique du début du XXI<sup>e</sup> siècle ?

La réponse à cette question, qui est incontestablement positive, peut être étayée par divers arguments démographiques tant pour l'Amérique latine dans son ensemble que pour le Brésil. Néanmoins, divers enjeux qui se profilent avec une intensité assez forte pourraient provoquer d'autres questionnements démographiques et, donc, politiques ou géopolitiques.

Lors de la création de l'Organisation des Nations unies en 1945, personne ne conteste l'entrée des États-Unis comme membre permanent du Conseil de sécurité puisque ce pays se situe au troisième rang démographique mondial (après la Chine et les Indes encore britanniques), est l'un des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale et bénéficie de la première économie du monde. En outre, considérant seulement le continent américain, il est tout à fait justifié, au plan démographique, qu'il soit présent dans la nouvelle organisation à travers les États-Unis, et ce pour deux autres raisons. D'une part, il est logique qu'il s'agisse d'un pays d'Amérique du Nord, puisque cette partie septentrionale du continent, composée seulement des États-Unis et du Canada, est davantage peuplée que l'Amérique latine. D'autre part, la population des États-Unis représente alors presque le triple de celle du deuxième pays le plus peuplé d'Amérique, le Brésil.

---

\* Le Recteur Gérard-François Dumont est Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne, Président de la revue *Population & Avenir*.

## **Un effet de ciseau en Amérique**

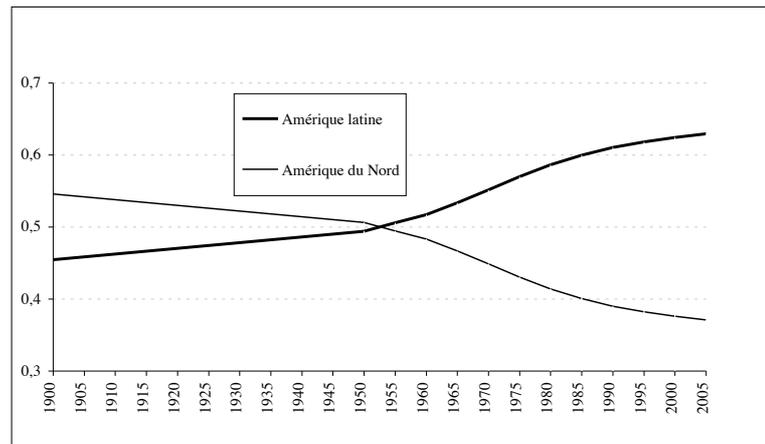
Soixante ans plus tard, la situation est considérablement changée. Certes, la population des États-Unis s'est fortement accrue puisqu'elle a presque doublé de 1950 (152 millions d'habitants) à 2006 (299,1 millions selon le *Population reference bureau*) sous le double effet d'une croissance naturelle dont le rythme, un temps ralenti, a repris à la fin des années 1980, avec une fécondité rehaussée (contrairement à l'Union européenne) et d'une attractivité qui s'est même accrue depuis la réforme de la politique migratoire états-unienne de 1965<sup>2</sup>. La place de membre permanent dont disposent les États-Unis au Conseil de sécurité est donc indiscutable.

Mais un continent, l'Afrique, ainsi que des sous-continent ou des pays, dont le poids démographique absolu et relatif, et parfois économique, s'est entre-temps considérablement accru, appellent une réforme des instances de l'ONU<sup>3</sup>. C'est notamment le cas de l'Amérique latine. En effet, ce sous-continent n'est plus le second, démographiquement, en Amérique. Sa population est estimée en 2006 à 566 millions d'habitants, donc nettement plus, désormais, que l'Amérique du Nord (332 millions). Puisque l'Amérique latine comptait 75 millions d'habitants en 1900 et 167 millions en 1950, sa population s'est multipliée par 7,5 depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle et par 3,4 de 1950 à 2006, sous l'effet de la transition démographique<sup>4</sup> et, plus précisément, de changements considérables dans la mortalité dus à l'abaissement des mortalités infantile, infanto-adolescente et maternelle, avec l'augmentation concomitante de l'espérance de vie. En conséquence, le poids démographique de l'Amérique latine en Amérique s'est inversé. En 1900, il ne représente qu'une minorité du continent, 45,5 % exactement. Au milieu des années 1950, le nombre d'habitants de l'Amérique latine devient aussi important que celui de l'Amérique du Nord. Puis sa croissance, plus importante que celle de l'Amérique du Nord, ne cesse de lui donner une place démographique déterminante dans le continent et ceci, malgré une importante émigration qui profite largement aux États-Unis<sup>5</sup>. Dans les années 1970, la population de l'Amérique latine dépasse les 55 % de la population du continent américain. À la fin des années 1990, elle atteint les 60 % et, en 2006, 63 %.

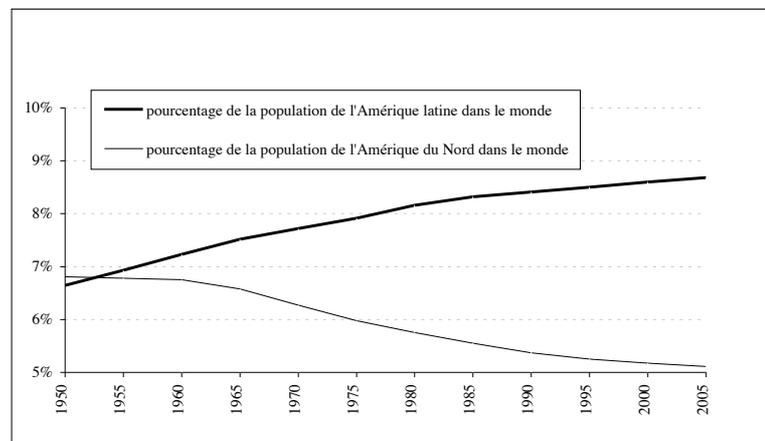
## **Progression de l'Amérique latine dans le monde**

Cette progression du sous-continent latino-américain justifie non seulement une revendication à une plus grande considération sur son continent, mais aussi dans le monde. En effet, le poids démographique de l'Amérique latine dans le monde progresse tout au long du XX<sup>e</sup> siècle : chiffré à 6,6 % de la population dans le monde en 1950, il dépasse 8 % à la fin des années 1970 et 8,5 % à la fin des années 1990. En 2006, il est estimé à 8,6 %. Comme, dans le même temps, le poids démographique de l'Amérique du Nord dans le monde baisse de 6,8 % à 5,1 % en 2006, la divergence d'évolution offre un argument supplémentaire à la revendication d'une plus grande place géopolitique de l'Amérique latine.

**Figure 1 Le poids démographique de l'Amérique latine en Amérique**



**Figure 2 Le poids démographique relatif des deux Amériques dans le monde**

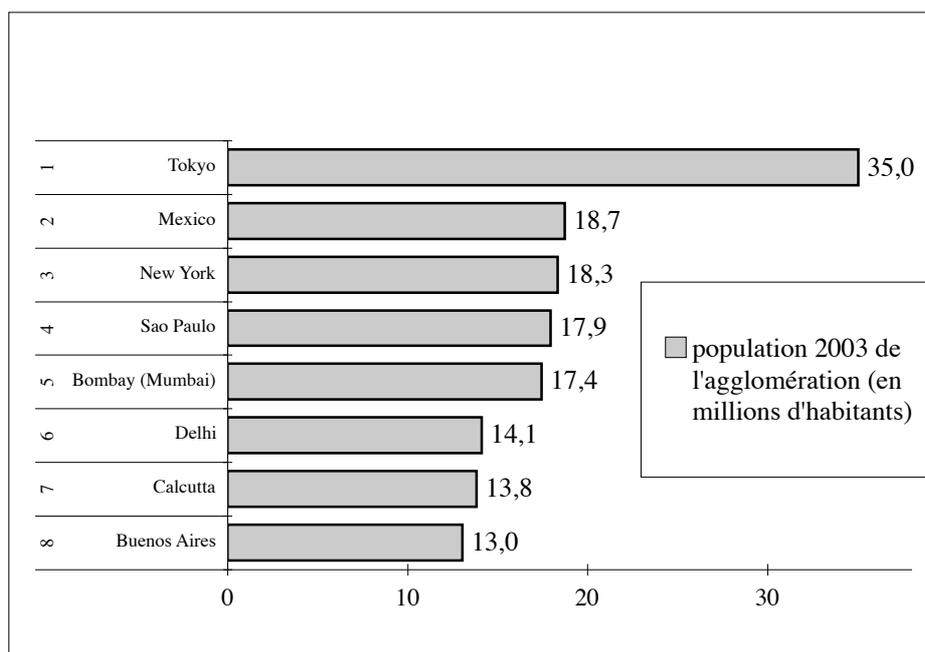


### **D'importantes aires métropolitaines**

Un troisième élément attestant d'une importance accrue de l'Amérique latine vient de la répartition de la population. Pour des raisons liées à l'histoire, l'Amérique latine compte un fort taux d'urbanisation<sup>6</sup>, équivalent à celui de l'Amérique du Nord et de l'Europe et, donc, beaucoup plus élevé que ceux de l'Afrique ou de l'Asie. Il en résulte notamment l'existence de mégapoles, c'est-à-dire de villes dont l'agglomération compte plus de dix millions d'habitants, précisément de quatre mégapoles sur les vingt que les Nations unies recensent dans leur classement. Si l'on considère seulement les huit premières mégapoles par le nombre d'habitants, trois se trouvent en

Amérique latine, soit Mexico à la deuxième place, São Paulo à la quatrième place et Buenos Aires à la huitième.

**Figure 3. Deux villes latino-américaines parmi les huit premières mondiales**



Or, même si les mégapoles du Sud, comme celles du Nord, comportent des poches de pauvreté, dont certaines sont d'ailleurs le résultat de leur attractivité, leur rôle dans la puissance des États apparaît réel. Il suffit pour cela de rappeler l'importance donnée à New York dans un pays dont la capitale politique est Washington ou celle donnée à Shanghai dans un pays dont la capitale politique est Beijing. De la même façon, outre Mexico, capitale démographique et politique du Mexique, au deuxième rang mondial avec ses 18,7 millions d'habitants en 2003, il convient de noter la présence au quatrième rang mondial de São Paulo, 17,9 millions d'habitants. Cette ville, qui n'a jamais été une capitale politique nationale puisque Rio de Janeiro était la capitale du Brésil avant la construction de Brasilia, se trouve être la capitale économique du Brésil, et sans doute au-delà une sorte d'économie-monde qui couvrirait une grande partie de l'Amérique du Sud<sup>7</sup>. Par rapport au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Amérique latine a donc trois arguments démographiques pour peser davantage dans les statistiques mondiales : son poids démographique auparavant minoritaire en Amérique est devenu nettement majoritaire au sein du continent américain, son poids démographique relatif dans le monde s'est accru et elle compte plusieurs mégapoles, tout particulièrement celle de São Paulo dont le rôle

n'est pas négligeable dans le système monde du début du XXI<sup>e</sup> siècle, caractérisée notamment par un processus de métropolisation.

### **Le « major » brésilien**

Mais l'Amérique latine ne dispose pas d'une organisation régionale susceptible de la représenter, à l'instar de l'Union européenne qui parle au nom de l'ensemble de ses pays membres à l'Organisation mondiale du commerce, mais aussi dans diverses conférences internationales. Le Mercosur, qui ne réunit d'ailleurs que des pays d'Amérique du Sud et non la totalité d'entre eux, est loin d'avoir atteint le degré d'intégration de l'Union européenne et les autres organisations régionales de la région restent institutionnellement faibles. On peut d'ailleurs se demander si une forte intégration régionale est politiquement possible en Amérique latine compte tenu de sa géographie étatique. L'UE a pu pousser son intégration tant que chacun considérait qu'elle s'effectuait au bénéfice de l'ensemble puisque aucun pays n'y dispose d'une réelle prééminence, même si l'Allemagne réunifiée est désormais plus peuplée que la France, le Royaume-Uni ou l'Italie. En revanche, la question se pose différemment dans le continent latino-américain dont l'un des pays pèse d'un poids incomparable, ce qui rend difficile l'existence d'un équilibre des pouvoirs au sein de toute organisation régionale l'incluant. D'ailleurs, même si le Mexique est resté discret, l'idée qu'une réforme des Nations unies passe par des pouvoirs accrus donnés au sein de l'organisation à son principal pays, le Brésil, comme représentant *de facto* du sous-continent latino-américain, n'est pas contestée. La situation constatée en Afrique d'une incapacité à s'entendre sur les deux noms des pays africains qui pourraient bénéficier d'une réforme des instances de décision de l'ONU n'existe pratiquement pas en Amérique latine. Le sous-continent veut donc peser dans la stratégie mondiale par ses différents pays, mais tout particulièrement par le Brésil, qui s'y trouve en situation primatiale.

Cette dernière apparaît d'abord incontestable au regard des terres possédées. Le Brésil dispose à lui seul de près de 40 % de la superficie de l'Amérique latine. Le deuxième pays par la superficie, l'Argentine, compte trois fois moins de kilomètres carrés. Le Mexique, prépondérant en Amérique centrale, compte moins de 10 % des terres latino-américaines. Le Pérou, la Colombie, la Bolivie ou le Venezuela, tous pays disposant d'une superficie nettement supérieure à la France, sont dans leur continent des « petits » pays par rapport à l'immense Brésil et à ses 8 512 000 km<sup>2</sup>, soit près de 15,5 fois la superficie de la France métropolitaine, 11 % de moins que les États-Unis ou la Chine et la cinquième superficie au monde après la Russie, le Canada, la Chine, les États-Unis, et devant l'Australie. Un second argument est démographique. Le Brésil abrite le tiers de la population de l'Amérique latine et son suivant, le Mexique, est loin derrière avec moins de 20 % de la population latino-américaine. Les autres pays, soit dans l'ordre Colombie, Argentine, Pérou, Venezuela, représentent tous moins de 9 % de la population du sous-continent et parfois beaucoup moins.

## **La situation particulière du Mexique**

La situation primatale du Brésil apparaît incontestable même si ce pays est loin d'avoir utilisé tout son potentiel. Néanmoins l'importance du Mexique doit aussi être considérée, avec ses 108 millions d'habitants qui le placent au 11<sup>e</sup> rang des pays du monde par la population. Le PIB par habitant du Mexique est d'ailleurs supérieur de 22 % à celui du Brésil selon les données 2005<sup>8</sup> et supérieur à celui de tous les pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, à l'exception de l'Argentine et du Chili.

En outre, le Mexique dispose d'une diaspora états-unienne qui approche les 30 millions de personnes, et se trouve en partie explicative de ce PIB relativement haut. Son identité nationale est assez forte et devrait l'empêcher de connaître un vieillissement de sa population aussi rapide et aussi intense que celui du Brésil. Néanmoins, le Mexique est trop proche ou trop marié avec son puissant voisin pour définir une stratégie qui nierait sa réalité géoéconomique. S'il parvenait à enrayer la corruption et à améliorer l'état de droit, son développement économique pourrait s'accélérer, lui donnant des moyens géopolitiques accrus. Mais, à échéance humaine, s'il paraît possible que sa place s'accroisse en Amérique, il semble difficile qu'il puisse rivaliser dans la stratégie mondiale avec le major de l'Amérique latine.

Le Brésil peut donc être considéré comme « le géant de l'Amérique latine »<sup>9</sup>. Toute analyse portant sur le début du XXI<sup>e</sup> siècle se doit donc de prendre en compte la montée démographique de l'Amérique latine et de son « major », le Brésil.

Néanmoins, la prospective stratégique doit examiner les évolutions latino-américaines à venir qui, loin de ne constituer qu'un prolongement linéaire du XX<sup>e</sup> siècle, présentent d'autres questionnements : ceux de la gouvernance des grandes villes, du vieillissement dans le contexte d'une très rapide décélération démographique et de l'importance accrue de l'émigration latino-américaine.

## **La gouvernance des grandes villes**

La réalité de situations ségréгатives existant dans les grandes villes latino-américaines est connue. La fragmentation spatiale est un des éléments explicatifs de violences urbaines dont l'intensité apparaît particulièrement élevée, en comparaison avec les autres grandes villes du monde.

Or, comme la grande ville latino-américaine est un élément essentiel de l'organisation politique et géographique des territoires nationaux, l'évolution de ses équilibres sociaux urbains, ou plutôt les risques provenant de ses déséquilibres sociaux sont des sources potentielles d'instabilité non seulement pour les grandes villes elles-mêmes, mais pour la plupart des pays. Or, un État ne peut peser autant qu'il le souhaite s'il se trouve confronté en son sein à de graves problèmes qui mobilisent une partie de ses forces. Outre cet enjeu lié à la capacité de mettre de l'urbanité dans les grandes agglomérations, un deuxième tient à un début de vieillissement dont l'accélération apparaît certaine.

## Un début de vieillissement qui s'accélère

Depuis les années 1950, l'accroissement démographique naturel du sous-continent a nettement ralenti. En effet, après la baisse de la mortalité qui a déclenché la transition démographique et, plus précisément, sa première étape, l'Amérique latine enregistre une baisse rapide de la natalité. L'avancée dans la seconde étape de la transition démographique et l'intensité de la baisse de la fécondité conduisent à un vieillissement de la population qui s'accroît.

Certes, en raison de l'effet multiplicateur de la transition démographique, l'Amérique latine a triplé sa population entre 1950 et 2006, passant de 167 millions d'habitants en 1950 à 566 millions en 2006 car, durant cette période, son taux de mortalité n'a cessé de diminuer, passant de 15,6 décès pour mille habitants au début des années 1950 à 5,9<sup>10</sup> pour mille en 2006, en raison des progrès sanitaires et hygiéniques.

Conformément au schéma de la transition démographique, jusqu'au début des années 1965, le taux de natalité demeure encore élevé, au-dessus de 40 naissances pour mille habitants. Puis il entame une baisse régulière qui devient plus accentuée que celle du taux de mortalité et les données de 2006 indiquent 19,3 naissances pour mille habitants. En conséquence, le taux d'accroissement naturel, passé par un maximum de 28,5 ‰ au début des années 1960, se met à diminuer pour atteindre un chiffre plus de deux fois moindre en 2006, soit 13,4 ‰<sup>11</sup>.

Cette avancée dans la transition est bien mise en évidence par les deux éléments qui la caractérisent : les progrès dans la diminution des taux de mortalité par âge, puis la baisse de la fécondité. Les premiers peuvent être illustrés par la baisse de la mortalité infantile (décès d'enfants de moins d'un an), de 80 % en un demi-siècle. L'importation des techniques de suivi des maternités et des nouveau-nés est l'élément explicatif d'une telle chute. Néanmoins, l'Amérique latine se trouve encore, en 2006, à un niveau de mortalité infantile de 26 pour mille, ce qui reste cinq fois plus élevé que celui des pays développés.

Pendant cette même période de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, une autre mortalité, la mortalité maternelle, baisse considérablement. On ne dispose guère de données sérielles assez fines permettant de mesurer exactement cette évolution. Les chiffres du *Population reference bureau* permettent néanmoins de constater qu'il reste des progrès à réaliser. En effet, le nombre de décès de femmes pour 100 000 naissances vivantes, par suite des conditions liées à la grossesse, à l'accouchement et aux complications connexes, est estimé à 160 pour l'Amérique latine contre 2,5 aux États-Unis et 2,7 en France. Néanmoins, la moyenne latino-américaine résulte d'une large fourchette allant de 27 en Uruguay, 31 au Chili, 33 à Cuba... à 410 au Pérou, 420 en Bolivie, et même 680 en Haïti<sup>12</sup>.

Ces progrès réalisés en matière de mortalité maternelle peuvent être mesurés indirectement en comparant les évolutions du taux de masculinité et l'écart d'espérance de vie entre les sexes. En effet, *grosso modo*, les sociétés des périodes prétransitionnelles se caractérisaient généralement par une

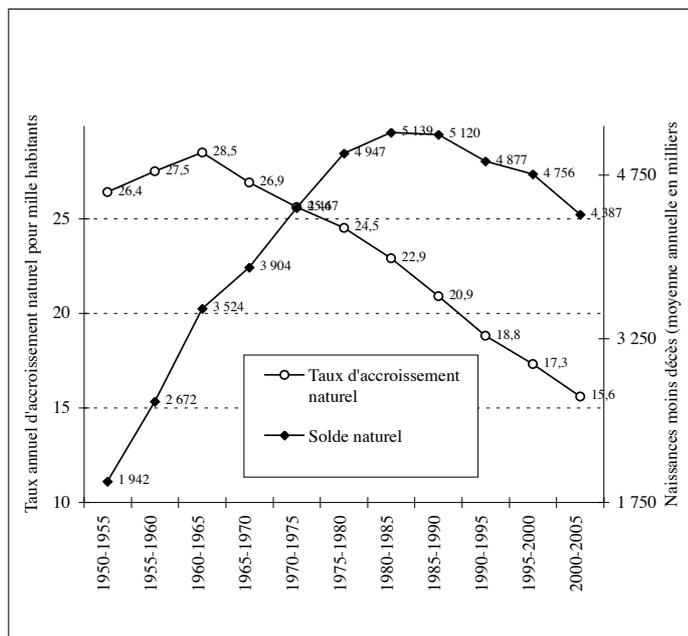
espérance de vie à la naissance des hommes au moins égale à celle des femmes et, donc, par un taux de masculinité au moins égal à 100 hommes pour 100 femmes<sup>13</sup>. Lorsqu'une population parcourt la transition démographique, grâce au recul de la mortalité maternelle, l'espérance de vie des femmes augmente davantage que celle des hommes et le taux de masculinité diminue. Ce phénomène se constate en Amérique latine. On y comptait légèrement plus de 100 hommes pour 100 femmes en 1950<sup>14</sup>, alors que l'espérance de vie à la naissance du sexe masculin<sup>15</sup> était de 49,7 ans et celle du sexe féminin de 53,1 ans. Puis, le nombre d'hommes pour cent femmes diminue progressivement à 97,8 au début des années 2000. Dans le même temps, l'espérance de vie à la naissance des femmes passe en 2006 à 75 ans et celle des hommes à 69 ans. L'écart d'espérance de vie à la naissance entre les sexes, de 3,4 années en 1950, passe à 6 après 1980.

Toutes ces données concourent à confirmer la traversée de la période de transition démographique par l'Amérique latine. Examinons comment son déroulement conduit à une montée du vieillissement. La décélération démographique s'effectue selon un double calendrier. Dans un premier temps, soit les années 1960-1965, le taux d'accroissement naturel entame une baisse lorsque la fécondité a suffisamment diminué pour entraîner une décélération du taux de natalité plus importante que celle du taux de mortalité. C'est le premier retournement démographique de la transition : une diminution de l'écart entre le taux de natalité et le taux de mortalité, écart qui était passé par un maximum à mi-parcours de la transition. La baisse du taux de natalité est portée par le changement des comportements, les populations adaptant leur fécondité au constat d'une mortalité durablement abaissée. Mais le nombre de naissances continue de croître car la fécondité, bien que réduite, concerne des générations en âge de fécondité plus nombreuses puisque nées lorsque les taux de natalité étaient élevés.

Le deuxième retournement s'effectue dans la courbe du solde naturel : en effet, à force de diminuer, la fécondité finit par imposer sa tendance au nombre de naissances et par entraîner une baisse du solde naturel malgré un chiffre relativement élevé de femmes en âge de fécondité. En Amérique latine, ce deuxième retournement s'effectue en 1985, avec une inversion du solde naturel et de la courbe des naissances ; il en résulte des effectifs des générations les plus jeunes moins nombreux que ceux des générations précédentes, la pyramide des âges prenant la forme d'un sapin.

Outre cette caractéristique constatée à la base de la pyramide, il convient de noter, notamment en raison de la diminution considérable de la mortalité maternelle, des effectifs du sexe féminin supérieurs à ceux du sexe masculin dans toutes les catégories d'âge à partir de la tranche 30-34 ans. Le taux de masculinité, qui est de 100 hommes pour 100 femmes pour les personnes âgées de 25-29 ans, ne cesse de diminuer, pour atteindre le niveau très faible de 61,8 hommes pour 100 femmes pour les personnes âgées de 80 ans ou plus. En revanche, le nombre d'hommes pour 100 femmes est supérieur à 100 pour les tranches quinquennales entre 0 et 25 ans, conséquence du taux de masculinité à la naissance, biologiquement favorable au sexe masculin (excepté dans les conditions prévalant aujourd'hui en Chine<sup>16</sup> ou en Inde).

**Figure 6 : les deux retournements démographiques en Amérique latine**

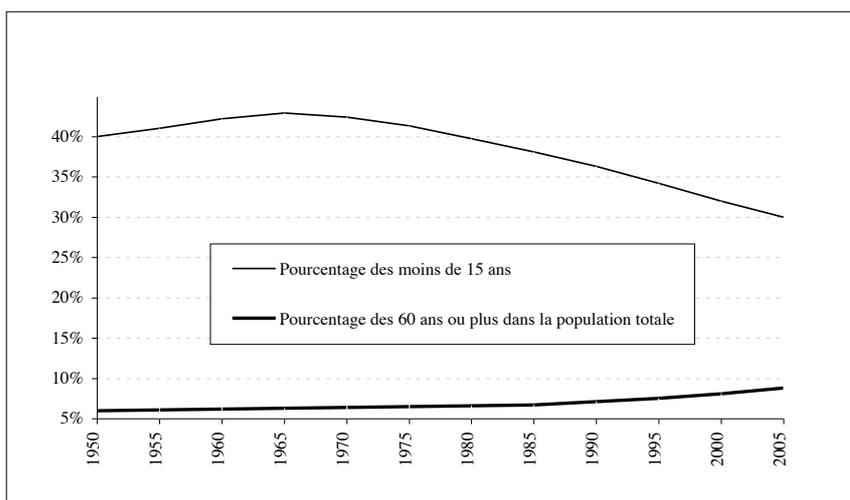


**Figure 7 : la pyramide des âges de l'Amérique latine en 2005**



Cette évolution démographique a des conséquences dans la composition par âge de la population, avec des courbes de catégories d'âge qui se conforment aux changements dans la natalité et la mortalité. Ainsi, la proportion des moins de 15 ans, qui augmentait en Amérique latine dans les années 1950, connaît un retournement à la baisse dès 1965. Ces jeunes générations, qui représentaient plus de 42 % de la population totale en 1965, sont passées sous la barre des 35 % dans les années 1990 et à moins de 30 % dans les années 2000.

**Figure 8 : la composition par âge de l'Amérique latine**



En revanche, notamment en raison des progrès de l'espérance de vie à 60 ans, la proportion des personnes âgées de 60 ans ou plus est en hausse, de 6 % en 1950 à 8,8 % en 2005. On constate donc les effets des deux principales composantes du vieillissement : le vieillissement « par le bas », dû à la diminution de la fécondité, et le vieillissement « par le haut », dû à l'augmentation de l'espérance de vie des personnes âgées. Concernant un des effets du premier, la proportion des moins de 15 ans est de 28,9 % de la population en 2006. Elle pourrait descendre, selon l'hypothèse moyenne du *Census bureau*, à 27,1% en 2010, 23,7 % en 2020 et 21,4 % en 2030. Dans le même temps, les plus de 65 ans composent 6,2 % de la population en 2006 mais ce pourcentage pourrait atteindre 6,8 % en 2010, 8,8 % en 2020 et 11,9 % en 2030.

Une autre mesure du vieillissement concerne l'âge médian, c'est-à-dire l'âge qui sépare en deux moitiés égales la population triée selon les âges. En 1996, il s'élève à 23,4 ans. En 2006, il est inférieur à 26 ans. Selon la projection du *Census bureau*, il pourrait dépasser 30 ans avant 2020 pour atteindre 40 ans en 2050. Ces chiffres mettent en évidence de considérables changements démographiques qui vont peser dans le futur sachant que cette évolution moyenne de l'Amérique latine ne doit pas masquer des dynamiques disparates selon les pays.

Après la question de la gouvernance urbaine et celle du vieillissement, un troisième enjeu vient des flux migratoires.

### **La croissance des groupes diasporiques**

En effet, un des changements majeurs de l'Amérique latine, et surtout de l'Amérique du Sud, lors de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle est son système migratoire. Jusque dans les années 1960, en dépit du cas spécifique du Mexique<sup>17</sup>, l'Amérique latine est dans l'ensemble une terre d'immigration. À compter des années 1970 et, plus encore, depuis les années 1980, le sous-continent devient dans sa quasi-totalité une terre d'émigration, sous l'effet de différents facteurs. D'une part, des facteurs de repoussement provoquent des émigrations politiquement contraintes (par exemple de Cuba, du Chili de 1973-1974 ou de Haïti) ou autorisées (Porto Rico, Antilles françaises) ou des émigrations économiques plutôt continues, comme au Mexique, ou discontinues selon les pays. D'autre part, des facteurs d'attraction se trouvent, bien entendu, aux États-Unis mais aussi dans les métropoles pour des territoires d'outre-mer<sup>18</sup>, au Japon, en Espagne et au Portugal.

Ces émigrations créent dans leur pays de destination des groupes diasporiques dont l'effet sur les relations géopolitiques n'est jamais totalement neutre. Le Portugal doit tenir compte de sa diaspora brésilienne. L'Espagne doit tenir compte des Espagnols vivant en Amérique latine<sup>19</sup> comme de ses diasporas latino-américaines, et notamment d'Amérique andine. Les relations internationales s'en trouvent influencées.

En outre, se pose la question de l'intégration des groupes diasporiques dans leur pays de résidence. Outre leur fréquente aide financière aux familles restées au pays, vont-ils privilégier leur soutien politique à leur pays d'origine, quitte à s'opposer à certains aspects des politiques de leur pays d'accueil ou, au contraire, se fondre dans les traditions politiques de ces pays ? Cette interrogation est fort présente aux États-Unis où le recensement de l'an 2000 a révélé l'importance de la communauté hispanique, désormais supérieure en nombre à celle de la communauté noire, et où le rôle des Américains d'origine cubaine est bien connu. Certes, le caractère fédéral et décentralisé des États-Unis, leur libéralisme politique et économique, permettent l'existence d'écoles et de médias hispanophones. Néanmoins, la deuxième génération est généralement bilingue, qu'elle ait été scolarisée dans des écoles anglophones ou mixtes ou que les quelques cours d'anglais dans les écoles hispanophones, ajoutés à l'environnement américain, aient suffi. De plus, la connaissance de la langue anglo-américaine est jugée par beaucoup de parents comme nécessaire à une véritable promotion sociale. Aussi, de nombreux élus latinos ne sont pas favorables à la multiplication des écoles purement hispanophones, considérant que cette facilité risque d'empêcher les enfants d'origine hispanique de s'élever dans la société.

Par exemple, en Californie, ces élus se sont trouvés favorables au vote de la proposition 227, à l'automne 1998. Il résulte de cette dernière que l'État californien impose aux établissements scolaires des obligations linguistiques

selon lesquelles les élèves ne possédant pas une connaissance suffisante de l'anglais et allant à l'école publique doivent fréquenter des établissements dispensant l'enseignement en anglais. Les enfants peuvent toutefois, à la demande des parents, fréquenter une école bilingue pendant une période ne dépassant pas un an, afin de compléter leur immersion en anglais. En outre, les latinos, certes proportionnellement plus présents dans les États du Sud-Ouest, s'installent aussi dans d'autres États, et une part importante d'entre eux ne se trouve plus dans un environnement hispanophone.

Néanmoins, les États-Unis ne peuvent pas ne pas prendre en compte l'importance des groupes diasporiques mexicains, cubains, salvadoriens et, donc, ne pas continuer à trouver un universel commun (symbolisé par le drapeau ou la déclaration d'allégeance prononcée lors de la cérémonie de naturalisation). De même, à l'est de l'Atlantique, l'Espagne doit considérer de plus en plus le poids de ses immigrants sud-américains et, notamment, écarter les conflits intercommunautaires qui peuvent se poser, par exemple, entre les Andins et les Africains en Espagne.

Pour ne considérer que ces deux pays, les États-Unis et l'Espagne, il est clair qu'ils doivent tenir compte de leurs diasporas latino-américaines dans leurs décisions de géopolitique interne comme de géopolitique externe. Il en résulte que l'Amérique latine pèse aussi dans la stratégie mondiale en raison même des effets de son système migratoire et, surtout, du nouveau système migratoire de l'Amérique du Sud depuis les années 1980.

\*

Même si sa densité moyenne n'a rien d'exceptionnel par rapport à l'Asie orientale ou au sous-continent indien, l'Amérique latine du début du XXI<sup>e</sup> siècle n'est plus ce sous-continent moins peuplé que l'Amérique septentrionale. Les effets d'inertie propres à la démographie devraient accroître son poids démographique en Amérique et dans le monde dans les prochaines décennies, d'autant que la pandémie du sida n'y a pas l'intensité constatée dans diverses régions africaines. L'Amérique latine aspire donc légitimement à compter davantage dans la communauté internationale, soit à travers ses pays, soit à travers son pays major, le Brésil.

Néanmoins, l'analyse stratégique<sup>20</sup> doit prendre en compte d'autres perspectives qui compliquent l'appréhension des réalités actuelles et futures. L'Amérique latine du XXI<sup>e</sup> siècle se trouve en effet confrontée à trois enjeux liés à ses évolutions démographiques : une urbanisation qui s'accompagne de grandes inégalités sociales, un vieillissement accéléré de la population, et une émigration combinant à la fois des effets positifs (apport de ressources financières) et des effets négatifs (départ de personnes jeunes) tout en exerçant des conséquences géopolitiques, internes et externes, dans les pays de destination, mais aussi dans les pays de départ.

## Notes :

<sup>1</sup> *Le Monde*, 10 octobre 2006.

<sup>2</sup> G-F. Dumont, *Les migrations internationales, Les nouvelles logiques migratoires*, Paris, Éditions Sedes, 1995.

<sup>3</sup> G-F. Dumont, "À l'ONU, le Sud veut compter", *Population & Avenir*, n° 665, novembre-décembre 2003.

<sup>4</sup> Période, de durée (entre 50 et 150 ans environ selon les cas) et d'intensité variables (elle multiplie les effectifs de la population de deux à plus de sept), pendant laquelle une population passe d'un régime démographique de mortalité et de natalité élevées à un régime de basse mortalité, puis de faible natalité. Cf. G-F. Dumont, *Les populations du monde*, Paris, Éditions Armand Colin, deuxième édition, 2004.

<sup>5</sup> L. Chalard, G-F. Dumont, « États-Unis : la montée des Hispaniques », *Population & Avenir*, n° 678, mai-juin 2006

<sup>6</sup> G. Wackermann, (Direction), *L'Amérique latine*, Paris, Ellipses, 2005.

<sup>7</sup> P. Pinchas Geiger, „Métropoles et modernité au Brésil”, *La Géographie*, hors série, septembre 2006.

<sup>8</sup> En parité de pouvoir d'achat : cf. Tableaux de géographie mondiale, *Population & Avenir*, n° 680, novembre-décembre 2006.

<sup>9</sup> G-F. Dumont, « Le Brésil, géant de l'Amérique latine », *Population & Avenir*, n° 674, septembre-octobre 2005.

<sup>10</sup> Chiffre du *Census bureau*.

<sup>11</sup> Toujours selon le *Census bureau*, le taux d'accroissement migratoire est de - 1,3, entraînant un taux d'accroissement total 2006 (taux d'accroissement naturel plus taux d'accroissement migratoire) de 12,1 %.

<sup>12</sup> *Women of our world 2005*, Population reference bureau, Washington.

<sup>13</sup> Sachant que le sexe masculin, privilégié à la naissance (105 garçons pour cent filles), connaît une surmortalité infantile et adolescente qui contribuait à l'équilibre des sexes dans des sociétés où ces deux mortalités étaient particulièrement élevées.

<sup>14</sup> Il s'agit alors du résultat du régime démographique vécu depuis les sept à huit décennies précédentes.

<sup>15</sup> Il s'agit là d'un indicateur transversal. Rappelons que l'espérance de vie à la naissance est la durée moyenne de vie d'une génération, exprimée en années, qui serait soumise depuis l'année de sa naissance aux taux de mortalité de cette même année.

<sup>16</sup> E. Sullerot, « La Chine, géographie ethnique et mutations démographiques », *Population et Avenir*, n° 671, janvier-février 2005.

<sup>17</sup> Le traité de Guadalupe-Hidalgo de 1848, qui met fin à la guerre de conquête menée par les États-Unis, par suite de la tentative faite par le Mexique de récupérer le Texas, où les immigrants américains s'étaient peu à peu imposés jusqu'à se proclamer indépendants du Mexique, fixe les frontières. Mais le Mexique obtient en contrepartie le maintien d'une population hispanique résidente et, surtout, la libre circulation entre les deux pays.

<sup>18</sup> Comme la France métropolitaine pour des Guadeloupéens ou des Martiniquais.

<sup>19</sup> Par exemple, en Espagne le parti populaire a perdu en 2004 la majorité en Galice, non par le vote des Galiciens vivant en Espagne, mais par celui des émigrés galiciens installés en Uruguay.

<sup>20</sup> Sans omettre tous les autres aspects comme les nombreux foyers de tension entre les pays.